VILLE DE RUEIL-MALMAISON

Exécution de l'article L.2121-10 du Code général des collectivités territoriales

AVIS DE RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil municipal, légalement convoqué le 1 février 2022,
se réunira au Stadium,

le mercredi 9 février 2022, à 19h00

ORDRE DU JOUR

- 1 Présentation du procès-verbal du Conseil municipal du 15 décembre 2021.
- 2 Décisions municipales prises par le Maire en application de l'article L.2122-22 du CGCT.
- 3 Remplacement d'un élu au sein de la commission d'appel d'offres et de la Commission des marchés publics à procédure adaptée.
- 4 Fixation des tarifs relatifs aux droits d'entrée aux expositions organisées à l'atelier Grogard.
- 5 Approbation d'une convention de création d'un service commun pour le partage d'un pôle cyber sécurité au sein de l'Établissement public territorial Paris Ouest la défense (POLD).
- 6 Octroi de la protection fonctionnelle au Maire de Rueil-Malmaison.
- 7 Présentation du rapport d'activité du médiateur municipal pour l'année 2021.
- 8 Candidature de la Ville de Rueil-Malmaison au programme "Centres Villes Vivants" de la Métropole du Grand Paris.
- 9 Modification de la délibération n° 279 du Conseil Municipal du 15 décembre 2021 portant dérogation au repos dominical 2022.
- 10 Nouvelle dénomination de la salle de tennis de table du complexe omnisports Alain MIMOUN en "salle Jean-Philippe GATIEN".
- 11 Nouvelle dénomination de l'espace liberté jeunesse Dumouriez en "Espace Liberté Jeunesse(ELJ) Jean-Yves DAVISON".
- 12 Nouvelle dénomination du pavillon comprenant les vestiaires rugby du Parc des Bords de Seine en "Pavillon Guy PARIS".
- 13 Renouvellement de la Charte Rueil-handicap 2021-2031.
- 14 Avenant n°1 à la convention de mise à disposition partielle d'un agent entre la ville de Rueil-Malmaison et l'office de tourisme.

- 15 Avenant n°1 à la convention de mise à disposition conclue le 4 juillet 2019 entre la Ville de Rueil-Malmaison et l'Office de Tourisme de Rueil-Malmaison.
- 16 Acte modificatif n°1 au contrat n°19160 relatif à la fourniture d'équipements urbains de confort et de sécurité (lot n°2) dont le titulaire est la société INGENIA portant modification temporaire des conditions tarifaires.
- 17 Approbation de la convention de mandat de gestion relative à la perception des recettes d'abonnement de l'abri vélos "parking vélos" du Mobipole à conclure avec CYKLEO.
- 18 Approbation de l'acte modificatif n°3 au contrat n°18166 conclu avec MARCEL VILLETTE portant modification du périmètre des prestations d'entretien courant.
- 19 Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Rueil-Malmaison, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), l'Office de Tourisme (OT) et la Caisse des Écoles, relatif à la passation de divers contrats de fournitures et services courants.
- 20 Approbation de l'avenant n°4 au contrat n°16299 conclu avec ELIOR, portant externalisation du portage des repas à domicile.
- 21 Renouvellement de la convention de restauration conclue avec le ministère de l'économie et des finances pour l'accès des agents de la Trésorerie Municipale au restaurant administratif de la Ville.
- 22 Convention de partenariat entre la Ville et l'Académie de Versailles pour le développement de l'éducation artistique et culturelle à Rueil-Malmaison.
- 23 Modification de la charte d'utilisation des jeux vidéo de la Médiathèque Jacques Baumel.
- 24 Convention Territoriale Globale à intervenir entre la Ville de Rueil-Malmaison et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine.
- 25 Conventions de financement à intervenir avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine pour le versement de la prestation de service relative à l'Accueil Loisirs Sans Hébergement(ALSH).
- 26 Convention d'objectifs et de financement à intervenir avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine pour le versement de la prestation de service relative à l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement(ALSH) des Adolescents-bonus territoires Ctg.
- 27 Convention avec l'Établissement Public Territorial Paris Ouest La Défense et l'Etat relative au subventionnement pour la construction de nouveaux logements.